

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE

UN LIBRARY

DEC 9 1977



COLLECTED

Distr.  
LIMITEE

A/C.1/32/L.47  
7 décembre 1977  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session  
PREMIERE COMMISSION  
Point 50 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE  
INTERNATIONALE

Algérie, Chypre, Guyane, Inde, Irak, Mali, Sri Lanka, Yougoslavie  
et Zambie : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée "Application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale",

Ayant présente à l'esprit la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale /résolution 2734 (XXV)/ et les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale relatives à son application,

Notant avec satisfaction les efforts déployés actuellement en vue de renforcer la paix et la sécurité internationales, de réaliser la limitation des armements et d'appliquer des mesures de désarmement, d'universaliser le processus de détente et d'encourager la coopération pacifique conformément aux principes et buts des Nations Unies,

Réaffirmant le lien étroit qui existe entre le renforcement de la sécurité internationale, le désarmement, la décolonisation et le développement, soulignant la nécessité d'une action concertée pour réaliser des progrès dans ces domaines, et soulignant aussi l'importance qu'il y a à appliquer au plus tôt les décisions qu'elle a adoptées à ses sixième et septième sessions extraordinaires concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Notant avec une profonde préoccupation la persévérance, dans diverses régions, de crises et de foyers de tensions qui mettent en danger la paix et la sécurité internationales, ainsi que la poursuite et l'intensification de la course aux armements, les actes d'agression, l'occupation étrangère, la menace ou l'emploi de la force, la domination étrangère, l'ingérence étrangère, l'existence du colonialisme, du néo-colonialisme, de la discrimination raciale et de l'apartheid, qui demeurent les principaux obstacles au renforcement de la paix et de la sécurité, et en particulier le danger que présentent les tentatives faites par l'Afrique du Sud pour acquérir des armes nucléaires,

Reconnaissant la nécessité d'une diffusion objective des informations sur les faits nouveaux d'ordre politique, social, économique, culturel et autre intervenus dans tous les pays, ainsi que le rôle et la responsabilité des grands moyens d'information à cet égard, ce qui contribue au renforcement de la confiance et des relations amicales entre Etats,

1. Invite tous les Etats à adhérer pleinement aux buts et principes des Nations Unies et à toutes les dispositions de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, à les mettre en oeuvre d'une manière conséquente et à contribuer efficacement au rôle grandissant de l'Organisation des Nations Unies dans l'établissement et le maintien de la paix;

2. Réitère avec insistance sa recommandation tendant à ce que le Conseil de sécurité envisage des mesures appropriées en vue de s'acquitter efficacement, comme il est prévu dans la Charte et la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, de sa responsabilité fondamentale en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales;

3. Réaffirme la légitimité de la lutte que mènent les peuples soumis à la domination coloniale et étrangère pour parvenir à l'autodétermination et à l'indépendance et demande instamment aux Etats d'accroître leur appui et leur solidarité en faveur de ces peuples et de leurs mouvements de libération nationale et de prendre d'urgence des mesures efficaces en vue d'assurer définitivement l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et des autres résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'élimination finale du colonialisme, du racisme et de l'apartheid;

4. Demande que le processus de détente, qui reste encore limité, soit étendu à toutes les régions du monde et que le principe du non-recours à l'emploi ou à la menace de la force soit appliqué pour aider à apporter des solutions justes et durables aux problèmes internationaux avec la participation de tous les Etats, de façon que la paix et la sécurité soient fondées sur le respect effectif de la souveraineté et de l'indépendance de tous les Etats et du droit inaliénable de tous les peuples à décider de leur propre destin librement, à l'abri de toute ingérence, coercition ou pression extérieures;

5. Réaffirme que toute mesure ou pression dirigée contre tout Etat qui exerce son droit souverain de disposer librement de ses ressources naturelles constitue une violation flagrante du droit à l'autodétermination des peuples et du principe de la non-intervention qui sont énoncés dans la Charte, dont la prolongation constituerait une menace pour la paix et la sécurité internationales;

6. Demande instamment que des mesures efficaces soient prises pour mettre fin à la course aux armements et pour encourager le désarmement, en particulier le désarmement nucléaire, la création de zones de paix et de coopération, le retrait des bases militaires étrangères, ainsi que la réalisation de progrès tangibles vers le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace et le renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies à cet égard;

/...

7. Exprime l'espoir que de nouveaux résultats positifs seront obtenus à la réunion tenue à Belgrade des représentants d'Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe en ce qui concerne l'application intégrale de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui contribuerait ainsi au renforcement de la sécurité internationale étant donné les liens étroits qui existent entre la sécurité en Europe et la sécurité de la Méditerranée, du Moyen-Orient et de toutes les autres régions du monde, et approuve l'idée de faire de la Méditerranée une zone de paix et de coopération dans l'intérêt de la paix et de la sécurité;

8. Prend note du rapport du Secrétaire général, prie celui-ci de soumettre à l'Assemblée générale, à sa trente-troisième session, un rapport sur l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, et décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-troisième session une question intitulée "Application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale".

---